

AKTUELL

LOGEMENT

Détresse doublée

David Wagner

Le gouvernement a présenté de nouvelles mesures d'aides pour les ménages qui rencontrent des difficultés à régler leurs loyers ou leurs prêts. Mais la détresse du logement continue inexorablement.

Il n'y a pas qu'aux Etats-Unis que la crise déclenchée en 2008 a fait perdre à un grand nombre de citoyens leur logement. C'est aussi le cas au Luxembourg. Voilà pourquoi le gouvernement a présenté cette semaine un projet de loi visant à octroyer des aides aux ménages victimes d'un « cas de force majeure », les empêchant ainsi de régler leurs loyers s'ils sont locataires ou de rembourser leurs prêts hypothécaires. Cette mesure fait suite à l'annonce du premier ministre lors de sa déclaration gouvernementale en 2009. Une petite mesurette, en somme, qui vient combler l'échec permanent de la politique de logement des derniers gouvernements successifs. Ce grand « regret » qui donne, selon l'intéressé, de gros remords au chef du gouvernement qui va - soit dit en passant - fêter en 2012 son trentième anniversaire de présence au sein des différents exécutifs qui n'ont jamais remédié sérieusement au problème.

Le principe du projet de loi est simple : L'Etat s'engage à prendre en charge 20 pour cent de la mensualité qui est toutefois plafonnée à 300 euros. Cette aide sera majorée de 60 euros pour chaque enfant à charge. Mais il est précisé que l'allocation ne pourra finalement pas dépasser la diminution de revenu. Cette aide ne s'appliquera pas qu'aux locataires ; les propriétaires qui doivent rembourser leur prêt pourront également en jouir. Finalement, cette aide sera versée pour une durée maximale de douze mois.

Selon Marco Schank, ministre du logement, ces mesures présentées ce lundi s'inscrivent dans le contexte de la « crise financière et économique globale ». En effet, entre 1.800 et 2.000 ménages seraient actuellement frappés d'un coup dur. Ces « faits graves » sont d'ailleurs énumérés : le licenciement, le chômage partiel, l'invalidité, le décès d'un-e conjoint-e, le divorce ou la fin d'un partenariat ou d'un concubinage ou bien, plus vague, « un cas de force majeure ».

D'après nos renseignements pris auprès de Julien Licheron de l'institut

de recherche Ceps-Instead qui collabore avec l'Observatoire de l'habitat, les cas de ménages se trouvant dans l'impossibilité subite de régler leurs loyers ou leurs prêts ont connu une augmentation très nette. Car si les 2.000 cas se rapportent à 2009, en 2008, le Ceps n'avait alors recensé « que » 600 à 1.000 cas. En une année, le chiffre a donc plus que doublé, ce qui correspond à un nombre de personnes oscillant entre 4.000 et 5.000. « Il faut aussi souligner que ces ménages ne correspondent pas aux ménages-types du Luxembourg », ajoute Julien Licheron. En d'autres termes: ce sont principalement des ménages jeunes qui sont frappés par ces problèmes. Le plus souvent, les pertes d'emploi ou les divorces constituent les raisons majeures de ces difficultés.

Le ministre a également profité de la conférence de presse pour annoncer la réalisation de nouveaux logements sociaux dans le cadre de l'extension du neuvième programme de constructions d'ensemble. Sur les 467 logements prévus, 278 seront destinés à la vente et seulement 189 à la location. Ces chiffres en disent long sur les retards accumulés en matière de construction d'habitations abordables. Il suffit pour cela de les comparer au nombre de demandes en vue de l'obtention d'un logement locatif subventionné : selon le rapport 2009 du Fonds de logement, 1.358 demandes étaient enregistrées au 28 février 2010 contre 1.019 à la même date de l'année précédente, ce qui constitue tout de même une hausse de 33 pour cent. Les constructions en cours sont donc loin de combler le manque de logement. Il faut ajouter à cela la bizarrerie de continuer à privilégier la vente à la location.

Le problème du logement ne risque pas de décroître, car l'Observatoire de l'habitat indique une poursuite de la tendance à la hausse pour les prix de vente des appartements comme des maisons. Cette année encore, les prix de vente ont augmenté de 2,99 pour cent pour les appartements construits et de 6,12 pour cent pour le marché du neuf. Comme quoi il n'y a pas que les chiffres des personnes mal logées qui augmentent.

SHORT NEWS

Les commissaires européen-ne-s, ça s'achète !

D'après un rapport de « Friends of the Earth Europe » (FOEE), la Commission européenne ne traite pas correctement les conflits d'intérêts pour les commissaires arrivé-e-s en fin de mandat. Plusieurs membres sortants ont ainsi été recrutés par des entreprises privées pour des activités liées à leur portefeuille au sein de la Commission. Ryanair s'est payé l'ex-commissaire pour le Marché intérieur Charlie McCreevy, qui s'était occupé de questions de droit de la concurrence impliquant la compagnie aérienne à bas prix. Trois autres commissaires ont été engagé-e-s par des agences de lobbying actives à Bruxelles. Le cas le plus extrême et celui de Benita Ferrero-Waldner : l'ex-commissaire aux Affaires extérieures a été engagée par le réassureur Munich Re, qui a monté le grand projet photovoltaïque Desertec. Or, d'après FOEE, Ferrero-Waldner avait supporté ce projet en 2009, quelques mois avant de commencer à négocier son contrat avec la Munich Re. Honni soit qui mal y pense. Pourtant, s'insurge FOEE, le comité éthique de la Commission, qui doit donner le feu vert pour des emplois dans le privé, n'a constaté aucun conflit d'intérêt. L'ONG demande à la Commission de revenir sur quatre permissions déjà accordées, de donner une définition claire de la notion de conflit d'intérêt et d'imposer une période d'attente de trois ans - au lieu d'un an actuellement - aux commissaires désirant aller dans le privé.

Un réfugié, des flics et un médecin CSV

La transparence n'est pas le fort du Luxembourg. Surtout lorsqu'un conflit oppose un réfugié africain aux forces de l'ordre et au corps médical. Cette semaine, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) revient à la charge dans l'affaire Mamadou Diallo. Dans un communiqué de presse, elle revient sur les violences subies à l'aéroport de Roissy par ce Guinéen expulsé, après avoir été reconduit au Centre pénitentiaire de Schrassig. Le médecin qui l'y a examiné (la députée CSV Martine Stein-Mergen) n'aurait constaté aucune anomalie. Pourtant, l'Acat affirme que cinq témoins ont bien vu un « hématome de taille considérable sur la joue droite » et des « blessures au torse ». L'un de ces témoins est d'ailleurs membre d'Acat. Le principal problème dans cette affaire, c'est que les autorités compétentes (le ministère de la justice ainsi que l'Inspection générale de la police) ne semblent pas avoir fait leur travail correctement. Lors de leur enquête, elles n'auraient en effet pas entendu l'Acat et l'Asti, dont certains membres étaient témoins de la scène. Quant au Collège médical, il se voit, 30 mois après les faits, dans l'incapacité de conclure sur le fond. Le dossier ne contenait même pas de photographies de Diallo, qui, entre-temps, a été reconduit en Guinée.

„Gefährlicher Präzedenzfall“

Ende September hatte die Regierung im Rahmen einer ersten „Bipartite“ den Gewerkschaften eine - hypothetische - Indexbranche abgetrotzt, dafür aber in anderen Punkten nachgegeben. Am vergangenen Mittwoch war die Reihe an den Arbeitgebern, in trauter Zweisamkeit ihre Forderungen vorzubringen und größtenteils erfüllt zu bekommen - ohne Gegenleistung. Per Pressecommuniqué erregen sich die Grünen darüber, dass die „Kompensationen“ für das Patronat 65 Millionen Euro kosten werden. Bei der Abstimmung über das Budget 2011, in dem diese Summe nicht angeführt gewesen sei, habe man also das Parlament bewusst irregeführt. Die LSAP, deren Präsident Alex Bodry vor der Bipartite noch vor einem „gefährlichen Präzedenzfall“ gewarnt hatte, musste gestern die Regierungsentscheidung verteidigen und tröstete sich damit, dass es sich um eine „einmalige Kompensation“ handle. Auch der OGBL sprach sich nicht gegen die Vereinbarung aus. „Wou Geld ass, ass keng Nout ... a kee Sträit“, so scheint es. Bleibt die Frage: Hätte man eine ähnliche Einigung nicht auch via Tripartite erzielen können - zu einem finanziell und politisch schonenderen Tarif?